

# Arrêté du Maire

ARRETE TEMPORAIRE

**24-AC-3133**

**Portant réglementation de la circulation RUE DU BLOC**

En agglomération

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6 ;

**Vu** le Code de la route ;

**Vu** le Code de l'Environnement, notamment l'article L541-3 ;

**Vu** l'arrêté municipal référencé : DGS/YB/2024-698 du 07 octobre 2024 portant délégation temporaire de fonction et de signature de Monsieur Pascal LEFEBVRE, Adjoint Délégué, pour la période du 23 au 27 octobre 2024 inclus en l'absence de Monsieur Gauthier OSSELAND, en matière de gestion et occupation du domaine public ;

**Vu** la demande présentée par **TANT COUVERTURES** ;

**Considérant** qu'il y a lieu de favoriser le bon déroulement des travaux de réfection de toiture ;

**Considérant** qu'il convient de prendre des mesures pour faciliter la circulation et assurer la sécurité des usagers ;

## ARRÊTONS

-

**ARTICLE 1** : À compter du 28/10/2024 et jusqu'au 20/12/2024, les prescriptions suivantes s'appliquent RUE DU BLOC :

- La société LEPOIVRE BOIS est autorisée à stationner rue du Bloc, de 8h à 17h ;
- Le 29.10.2024, à partir de 9h30, la société LEPOIVRE BOIS est autorisée à circuler et stationner rue du Bloc, le temps du déchargement ;

**ARTICLE 2** : La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le pétitionnaire.

**ARTICLE 3** : Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise place de la signalisation. Ces dispositions pourront être levées selon l'avancement des travaux.

**ARTICLE 4** : Les dispositions définies par le présent arrêté remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**ARTICLE 5** : Toute infraction aux dispositions définies par le présent arrêté constituera contravention et sera réprimée comme telle.

Le non-respect des dispositions prévues sera considéré stationnement gênant au sens de l'article R. 417-10 du Code de la Route. Les véhicules en infraction pourront être enlevés aux frais, risques et périls de leurs propriétaires.

**ARTICLE 6** : Le pétitionnaire est chargé de procéder à l'information individuelle des riverains.

**ARTICLE 7** : Les dispositions définies par le présent arrêté ne s'appliquent pas aux véhicules des Services de Police, de Gendarmerie, de Secours, des Services Municipaux, et du Pétitionnaire, dans le strict exercice de leurs fonctions.

**ARTICLE 8** : Le directeur général des services de la ville d'Arras et le commissaire de police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur, et dont l'ampliation sera envoyée au commandant de gendarmerie, aux sapeurs-pompiers, à la direction Générale des Services, au réseau Artis, au commissaire de police, à la directrice de la police municipale, au service affichage et au pétitionnaire.

**ARTICLE 9** : En application des articles R 421-1 à R 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lille, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique «Télérecours citoyens» accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).



Arras  
Pour le Maire,  
L'Adjoint Délégué